

avril 2019

HARZ-LABOUR

miz ebrel 2019

niverenn 24 - numéro 24

BOULTE
CENMAGROA
BOULTEZ
FRUKA



METS TON GILET, ON QUITTE LE NAVIRE !

« Ne jugez pas si vous ne voulez pas être jugés, car vous serez jugés comme vous avez jugé. »
Évangile selon Mathieu, chapitre 7, versets 1 et 2.

« On a déjà vu la couleur
De ce qu'on pourrait devenir,
On a déjà posé des fleurs,
Alors on cherche déjà l'erreur,
Ce qu'il y a à redire
Sur ce foutu bonheur. »
Hollydays, *On a déjà*.

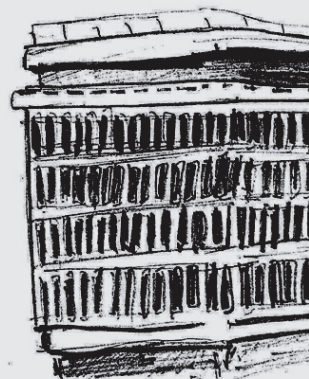
Le mouvement des Gilets jaunes semble s'essouffler. Nous ne parlons pas du nombre de manifestants, qui fluctue d'une semaine à l'autre, mais bien de la difficulté à renouveler les formes, des effets de la répression, de la lassitude qui traverse les corps, et de l'influence de ceux qui souhaiteraient à tout prix que les Gilets jaunes constituent un mouvement social comme les autres. Les Gilets jaunes ont pourtant su, jusque là, à rebours de l'impuissance gauchiste, porté le débordement, ne pas se définir, prendre des risques et se dépasser sans cesse. Quand les syndicats auraient accepté les parcours et lieux de rassemblement imposés par les préfetures, les Gilets jaunes ont déclenché des émeutes au plus prêt des lieux de pouvoir. Quand Mélenchon et ses partisans aiment se persuader qu'ils pourraient arriver au pouvoir et ainsi sauver la France et son économie, les Gilets jaunes s'opposent à la démocratie représentative, et nombre d'entre eux affirment qu'il n'y aura pas d'amélioration de leur qualité de vie à l'intérieur du système économique actuel. À rebours des militants qui se pensent radicaux en passant leur temps à se définir idéologiquement et sont ainsi sûrs de n'avoir aucune prise sur le réel, les Gilets jaunes n'ont fait qu'exprimer un ras-le-bol, et, de manifestation en émeute, ont affirmé que ceux qui se révoltent forment un peuple.

Pour le dire plus clairement, la force du mouvement était de ne pas ressembler à la gauche : les Gilets jaunes ont su jusqu'à maintenant se tenir à distance de tout ce qu'il y a de goût pour la victimisation et l'impuissance, de propension à fuir ses responsabilités. Pour prendre un exemple, les Gilets jaunes ont, dès la première semaine, préféré le blocage économique et l'émeute aux palabres des Nuits debouts. Et ce n'est pas un hasard si, au fur et à mesure que nous observons les changements dans la composition sociale du mouvement, la révolte, sous l'action combinée de la répression policière et des récupérations gauchistes, laisse la place à l'indignation. Chaque semaine, on fait maintenant mine de s'étonner de la surdité du gouvernement, de la violence de la police et du mensonge des médias. En feignant l'étonnement et en tournant en boucle sur les mêmes sujets, on s'interdit toute idée nouvelle et toute remise en cause. Pire, le nom « Gilet jaune », qui ne désignait rien de plus que la subjectivité de ceux qui se révoltent et sortent de l'atomisation, est en passe de devenir une marque, une identité politique parmi d'autres. Enfin, encore plus étonnant, certains Gilets jaunes, qui étaient décrits il y a quelques mois par des gauchistes méprisants comme des personnes peu politisées qui ne se révoltaient pas pour les bonnes raisons, reproduisent à leur tour le même discours sur « ceux qui restent devant la télé plutôt que de venir avec nous ».

C'est oublier un peu vite que ce qui fait la force du mouvement est d'être soutenu très largement, que des centaines de milliers de personnes s'y sentent liées pour y avoir participé d'une manière ou d'une autre, en venant à une manifestation un samedi, en discutant dix minutes lors d'un blocage, en offrant des bouteilles

d'eau à ceux qui occupaient un rond-point, en prévenant de la présence des flics à un coin de rue, etc. Si les personnes sont encore présentes, prêtes à discuter du monde dans lequel elles vivent, dans les centres de différentes villes, la parole qui s'était libérée sur les rond-points se retrouve canalisée dans des débats en Assemblées Générales, où l'extrême-gauche plaque ses codes et, en attendant d'avoir fait fuir tout le monde, réprime le peu de parole spontanée qui risque encore de s'y exprimer. **Les assemblées ne sont que l'une des formes du mouvement, et nous commettrions une erreur si vous ne les considérions comme sa représentation.** Dans plusieurs villes, les Gilets jaunes qui participent à ces discussions appartiennent souvent à la classe moyenne, et les Assemblées sont plus rares dans les périphéries et les zones les plus pauvres. Réduisant parfois l'expression politique au palabre et la conflictualité à des concours de rhétorique, il n'est pas rare que des militants fassent fuir d'autres personnes. Comme l'expliquait Alain Cornebouc, auteur du blog *Carbure*, « quand on voit ce que sont les gens qui prennent l'étiquette « Gilets jaunes » à Paris, franchement, ça vaut un cordon de flics en termes de découragement. Attac, assos citoyennes, nuitdebutistes, profs, profs et profs. C'est vraiment des repousseurs à prolos, ces gens-là, et c'est précisément parce qu'ils n'étaient pas là que ce mouvement a été si puissant. » Bien sûr, l'arrivée de la gauche dans le mouvement est allée de pair avec l'imposition d'un discours caricatural à propos de la lutte des classes, porté par des professeurs et des travailleurs sociaux persuadés d'être les damnés de la terre. Comme l'écrivait Nietzsche, nul ne ment plus qu'un homme indigné.

Alain Cornebouc y trouve une explication : « Ce qu'on appelle la gauche, est la formalisation idéologique

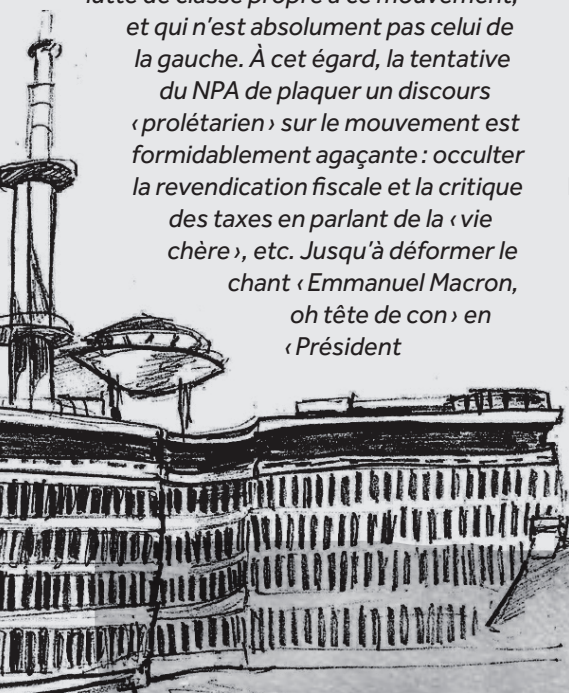


et politique de l'existence sociale de certains segments de classes (fonctionnaires et employés des grandes entreprises, habitants des grandes villes.), qui est presque trait pour trait antinomique avec ce qui s'est manifesté avec les gilets jaunes : précaires, femmes, ruraux et périphériques, employés de PME, auto-entrepreneurs fauchés, etc. La ligne de fracture « idéologique » est alors effectivement une ligne de fracture sociale : le Gilet jaune « de base » a plus d'affinités avec un petit patron boulanger qui a deux employés qu'avec un cheminot syndiqué, même si le cheminot est plus proche de lui en termes de salaire, notamment. En réalité les deux sont pris et écartelés dans leur propre interclassisme, l'un avec son petit patron, l'autre avec l'idéologie du service public. Il y a un certain interclassisme qui est possible avec les Gilets jaunes, qui est le lieu d'une lutte de classe propre à ce mouvement, et qui n'est absolument pas celui de la gauche. À cet égard, la tentative du NPA de plaquer un discours « prolétarien » sur le mouvement est formidablement agaçante : occulter la revendication fiscale et la critique des taxes en parlant de la « vie chère », etc. Jusqu'à déformer le chant « Emmanuel Macron, oh tête de con » en « Président

des patrons »... Non seulement ça ne passe pas, ce genre de trucs, mais en plus ça coupe les jambes. »

Pour continuer à exister, le mouvement devra donc continuer à se métamorphoser, comme il n'a cessé de le faire depuis quatre mois, à distance respectable de l'encadrement politique et syndical, de l'odeur des merguez et du folklore des drapeaux rouges et noirs. En dehors des discussions formelles où la parole est encadrée, des groupes de personnes s'organisent, qu'il s'agisse d'amis de longue date ou de Gilets jaunes qui se sont rencontrés ces derniers mois dans la rue ou près d'un péage. Ces cadres informels et amicaux, condition de la confiance et de la fidélité à la parole donnée, ont, encore récemment, rendu possible des reprises de rond-points, des blocages ou des opérations « péage gratuit ». Et puisqu'il faut y ajouter une proposition concrète pour être sûr de ne pas être accusé de se borner à des remarques acerbes : en plus des rassemblements, manifestations et émeutes hebdomadaires, plutôt que de s'épuiser en Assemblées vaines, **une solution pourrait être de cartographier le territoire et développer nos prises sur les situations locales. Car s'il y a bien des moments où les rassemblements et les réunions restent encore vivants, c'est lorsque les Gilets jaunes partagent leurs réalités,**

souvent disparates, apprennent les uns des autres, et s'échangent des informations précieuses. C'est ce geste qui, aussi longtemps que dure le mouvement, doit être approfondi. Il faudrait pour cela s'éloigner des discours idéologiques plaqués sur le mouvement et des généralités sur la démocratie, pour, sans égocentrisme, revenir aux préoccupations sur nos conditions de vie. Il ne s'agit évidemment pas de transformer les réunions en bureau des plaintes. Le personnel est politique, mais raconter sa vie n'est pas un discours politique. En revanche, quiconque s'est intéressé à la révolution française, ou a lu un cahier de doléances de 1789, a pu percevoir ce que signifie passer du sentiment diffus que quelque chose ne va pas, de la revendication abstraite adressée à l'État, à la reprise en main de l'existant. Dans chacun des cahiers de doléances du Tiers-État, les ennemis sont désignés, parfois au plus prêt de soi, et des solutions sont avancées, tout en décrivant précisément les conditions de vie collective de ceux, qui ensemble, ont écrit le cahier. Cela n'a rien à voir avec l'indignation ni la revendication geignarde, et beaucoup à voir avec les Gilets jaunes. À nous de renouer avec cela.



Après avoir accusé les Gilets jaunes de tous les maux, le gouvernement a décidé d'utiliser la lutte contre l'antisémitisme pour stigmatiser le mouvement. Cette instrumentalisation n'est pas nouvelle. Elle a généralement cours contre les habitants des banlieues, contre les militants pro-palestiniens, contre les noirs, les arabes, les musulmans... C'est ainsi que dans un pays dont l'État a, dans un passé pas si ancien, persécuté la minorité juive jusqu'au génocide, les éditorialistes et hommes politiques peuvent régulièrement, et sans honte, accuser les seuls membres des classes populaires d'être antisémites.

Manuel Valls, pour ne citer que lui, avait probablement conscience de souffler sur les braises lorsqu'il affirmait que les juifs pouvaient porter leur kippa avec fierté et que le voile n'avait pas sa place dans la République, avant d'associer l'islam et les banlieues à l'antisémitisme. La lutte contre l'antisémitisme est trop importante pour être laissée à ceux là même qui font monter le racisme et attisent les tensions. Mettre en scène l'unité de la nation en faisant semblant de lutter contre l'antisémitisme et contre un ennemi intérieur, comme l'ont fait récemment les partis politiques, des Républicains à la France Insoumise, n'est qu'une manière de se réfugier derrière une profession de foi morale, quand on n'a plus de projet et qu'on ne croit plus en rien. Pire, cette instrumentalisation des Juifs, qui n'ont rien demandé, est souvent associée au fait de les considérer comme des étrangers, une communauté tolérée tant qu'elle ne revendique rien. Le philosémite n'est rien d'autre qu'un antisémite qui aime les Juifs.

Il y aurait un problème à ne pas voir cette instrumentalisation, mais il y en aurait aussi un à ne voir que celle-ci, à ne pas analyser l'antisémitisme pour ce qu'il est. Il y a l'antisémitisme historique des représentants de l'État, considérant les Juifs comme des étrangers. C'est Raymond Barre qui, en 1980, après l'explosion d'une bombe devant une synagogue, évoquait « un attentat odieux qui voulait frapper des Israélites qui se rendaient à la synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic ». C'est Jacques Chirac qui en 2004, distinguait d'une part les musulmans et les Juifs, et d'autre part les Français. Plus récemment, ce sont François Hollande puis Emmanuel Macron qui, pour parler de l'antisémitisme ciblant des Juifs français, invitaient les représentants de l'État d'Israël...

Il y a aussi l'antisémitisme du ressentiment, lorsque la socialisation en crise génère une révolte individuelle et conformiste du sujet atomisé. Ce sont les nuits passées devant des vidéos d'Alain Soral par des milliers de jeunes hommes persuadés d'être célibataires, au chômage et sans amis à cause des féministes supposément payées par Soros et des banquiers juifs qui manipuleraient le peuple. C'est, plus globalement, l'opposition du peuple, du côté du concret, et des Juifs, considérés comme des élites apatrides, du côté de l'abstrait.

L'absence d'enracinement et un certain rapport

au texte sont souvent reprochés au judaïsme. Si le don d'une loi à un peuple est présent dans de nombreuses religions apparues avant et après le judaïsme, que celle-ci soit donnée dans le désert, le lieu du passage, l'endroit où nous sommes tous étrangers, est plus originale. Ce symbole est, pour un certain nombre de rabbins, l'une des causes de l'antijudaïsme.

L'antisémitisme, ne ciblant pas l'autre pour une différence visible, à l'inverse des autres formes de racisme, est souvent la détestation de l'autre en soi. Vouloir se débarrasser du juif, c'est souvent s'en prendre à l'incomplétude de l'altérité en soi. Une fois atteint un certain point d'atomisation, et dans une époque où règne la désolation, la seule façon de se sentir Français est probablement de pester contre ceux qui seraient plus des étrangers que nous. Si les étrangers n'étaient pas là, les Français n'existeraient peut-être plus.

L'une des dimensions de l'antisémitisme moderne est aussi économique. C'est l'association supposée des juifs à l'argent, le discours du petit patron contre « les banquiers juifs » et « les usuriers » pour ne pas critiquer les règles de la concurrence et de la libre entreprise, dont il

ROTHSCHILD, SO ET LE MYTHE DU

souffre après les avoir défendues. C'est celui du salarié sous payé, qu'on oblige à faire des heures supplémentaires et qui, par peur de se révolter contre un problème qui se situe sous son nez, fantasme des complots occultes.

Si nombre de Gilets jaunes s'opposent à l'antisémitisme et critiquent ces discours, il arrive que certains les colportent, consciemment ou non. Les fantasmes sur la banque Rothschild en sont le vecteur principal. Réduire Macron à la banque Rothschild quand il est un produit de l'ENA et a passé plus de temps en tant que haut fonctionnaire devrait nous interroger. Le fait que les bénéfices annuels des banques Rothschild sont de 100 millions de dollars annuels, contre 24 milliards pour JP Morgan finit de nous convaincre que ce qui est fantasmé à la seule évocation du nom « Rothschild » n'est pas rationnel.

L'association des juifs à l'argent est évidemment absurde, mais les antisémites n'ont pas peur du ridicule. Ils accusent souvent les Juifs d'être à la fois riches et trop pauvres, les associent au contrôle, au travail, et les décrivent comme des parasites, leur reprochent d'avoir inventé le patriarcat et la subversion féministe, d'avoir créé

Jésus et de ne pas y croire, d'être derrière la révolution russe et le capitalisme, d'incarner la subversion mais aussi « le système », de diviser le peuple tout en étant prêts à tout pour établir l'ordre, etc.

On entend souvent expliquer le complotisme par le fait que toute vérité officielle et tout discours publics sont aujourd'hui discrédités. Cette explication ne nous satisfait pas, pour deux raisons. Nous savons que la théorie du complot juif a prospéré à des époques où les différentes formes d'autorité étaient moins discréditées qu'aujourd'hui, au sein du catholicisme au Moyen-âge, ou sous la Russie tsariste, par exemple. Par ailleurs, le fait de chercher un éclaircissement n'est pas une raison pour se satisfaire d'une explication complotiste et antisémite. L'addiction aux médias de masse comme aux discours entendus sur youtube sont les deux faces d'une même conscience aliénée, d'une séparation du monde qui nous entoure. Il faut que le monde nous devienne étranger pour avoir à ce point besoin de journalistes et « réinformateurs ». Lorsqu'on a prise sur ce que l'on vit, lorsqu'on se sent lié à ce qui nous entoure, il n'y a ni dépression ni théorie du complot.

Pour expliquer matériellement l'antisémitisme, il faut prendre en compte la place à laquelle les juifs sont assignés par les pouvoirs, et la manière dont ils sont désignés comme bouc-émissaire dans certaines conditions.

Cela est notamment expliqué par Hannah Arendt dans *Les origines du totalitarisme*, et par Moïse Postone dans plusieurs articles rassemblés dans *Critique du fétiche capital*.

Après avoir été cantonnés à un rôle d'intermédiaire au Moyen-âge

comme des objets concrets, et d'en isoler l'argent, considéré comme la racine du mal.

Étant donné ces inversions, la domination n'apparaît pas pour ce qu'elle est, la domination abstraite de l'exploitation qui produit la valeur, mais comme une domination concrète et individuelle, celle de quelques banquiers malfaisants tapis dans l'ombre. À chercher les responsabilités de quelques individus plutôt qu'interroger sa propre place dans un rapport de production, à fantasmer des complots plutôt qu'à voir des effets de système, on risque souvent de stigmatiser telle ou telle minorité trop éloignée du « pays réel ». L'antisémitisme accuse souvent les Juifs d'être le capital abstrait, la finance, pour défendre le travail, l'industrie ou les petits commerçants, qui seraient plus enracinés dans le réel.

Nous n'avons quant à nous rien à défendre à part la fin de l'économie. La plus value, l'enrichissement d'une minorité n'existent pas parce qu'il y a des profiteurs, mais parce que le capital est un rapport social, parce qu'il existe une domination de la forme valeur et l'exploitation de la force de travail. Les États et les banques ne tentent pas de fait perdurer le capitalisme en faisant tourner les planches à billets parce qu'ils ourdiraient on ne sait quel complot, mais parce qu'au coeur du capitalisme, toute offre doit créer sa demande, et que la marchandise doit rencontrer des consommateurs.

Certains, face à la dette publique, considèrent que la solution est de revenir aux monnaies nationales et de redonner aux banques étatiques le pouvoir de la création monétaire. Penser que la richesse est créée par l'émission de la monnaie est probablement une manière inconsciente d'éviter de réfléchir à notre exploitation. Derrière cette volonté de « contrôler l'argent », derrière les mythes sur les complots menés par les Rothschild et autres Rockefeller, derrière la critique de la finance, se cache l'idée que l'existence de l'argent ne serait pas liée en soi au capitalisme. La monnaie et l'argent sont ici confondus. La monnaie n'est qu'un étalon, et l'argent n'est pas la monnaie. L'argent existe depuis le Moyen-âge et l'émergence du capitalisme, depuis qu'il est possible d'en accumuler en investissant. Contrôler l'argent est un fantasme, puisqu'il est par définition incontrôlable, un processus impersonnel, un écran entre nous et le monde.

Nous devons comprendre ce qu'est le capital, un rapport social caractérisé par l'exploitation. Il nous faut par ailleurs analyser la période dans laquelle nous nous trouvons, au coeur du capitalisme tardif. Il n'y a pas de crise parce que les banquiers spéculent, la spéculation accrue des banquiers est un effet du capitalisme tardif, de la saturation des marchés et de la baisse du taux de profit. Quand une fraction du capital en écrase une autre, quand la Réserve fédérale prend le pouvoir sur les banques régionales aux États-unis, ou les banques privées sur la Banque de France, ceci n'est pas un complot des Rothschild, mais le résultat d'une guerre au sein du capitalisme et des évolutions liées à la dynamique du capital.

Il en est de même quand les petits commerces sont remplacés par des grandes surfaces. Ce n'est pas un acte de méchants capitalistes attaquant des gentils investisseurs mais simplement, encore une fois, une fraction du capital qui en écrase une autre, dans un contexte de guerre économique de plus en plus affirmée. De ces évolutions résulte évidemment, chez certains la tentation de s'en tenir à la nostalgie, ce sentiment niais.

ROS,

COMLOT JUIF

(la majorité des métiers leur était interdits, et celui de banquier leur était souvent réservé, la religion catholique interdisant l'usure), et n'avoir ensuite vu que quelques uns d'entre eux tolérés au plus proches des pouvoirs (avec la figure du juif de cour), l'expansion rapide du capital industriel au cours des trois dernières décennies du XIX^e siècle a coïncidé avec l'émancipation politique et sociale des juifs en Europe. Cette émancipation, passant par l'État, et par la citoyenneté, abstraction par excellence, a probablement favorisé l'image du juif comme opposé au peuple enraciné.

Pour Postone, la forme de l'antisémitisme moderne trouve ses racines dans le rapport social capitaliste. La socialisation propre à la société capitaliste produit en effet une conscience déformée et mystifiée, opposant l'abstrait et le concret, tendant à la personnification du caractère impersonnel de la domination de la forme-valeur. Un anticapitalisme tronqué et mal digéré oppose souvent le concret et l'abstrait, par exemple en défendant le travail mais en dénonçant la « finance », sans s'apercevoir que l'exploitation et la spéculation sont deux faces d'une même pièce. Une variante est de considérer les marchandises

Puisqu'on sait qu'il n'y a jamais de retour dans l'Histoire, réfléchissons plutôt au fait que la nostalgie démagogique des trente glorieuses porte souvent celle d'une période où la France possédait encore une partie de l'Afrique, et où les immigrés, les femmes, les Juifs et les pédés étaient « à leur place ».

Face aux volontés de trouver et punir des responsables, il nous faut rompre avec les dogmes libéraux et l'idée que le monde serait guidé par des individus qui portent des projets. Aucun projet ne se plaque sur le monde, et c'est pourquoi les discours à tendance personnificatrice, s'ils peuvent être utiles dans des contextes de lutte, sont à utiliser avec parcimonie. Ou nous comprenons que la domination est le résultat de rapports sociaux, ou nous nous condamnons à ne rien comprendre, et nous imaginons alors qu'il y a des idées qui dominent le monde, et des êtres maléfiques avec des projets plus ou moins cachés qui, on ne sait comment, arriveraient à les mettre en œuvre contre une majorité qui pourtant n'en veut pas.

Il n'y a par exemple pas d'opposition entre « conservateurs » et « progressistes », ni entre « nationalistes » et « mondialistes ». Il y a par contre la faillite de l'État-nation lorsque le chômage est massif et la socialisation en crise. Il n'y a pas « le mondialisme », mais la mondialisation des échanges marchands et des formes de gouvernance. Il n'y a pas « la finance », mais une dimension financière au capital. Il n'y a pas le concret d'un côté et l'abstrait de l'autre, mais la production de valeur par le travail et la circulation des marchandises, ainsi que la domination de la marchandise qui crée nos besoins et nos désirs. Comme tout ce qui existe, le travail sous le capitalisme est à la fois concret et abstrait : concret en tant qu'il produit des biens d'usage, abstrait en tant qu'il produit de la valeur.

Certains diront qu'on ne sortira jamais du capitalisme, que la domination du capitalisme est total, que l'exploitation s'accroît, que le travail gratuit s'étend, et que tout est marchandisé, jusqu'aux relations, via les sites de rencontres, de covoiturage et autres Airbnb. D'autres, plus optimistes, feront remarquer que les rencontres et les différentes formes de solidarité entrent dans la sphère de l'économie quand un monde touche à sa fin et qu'il n'y a plus grand chose à valoriser.

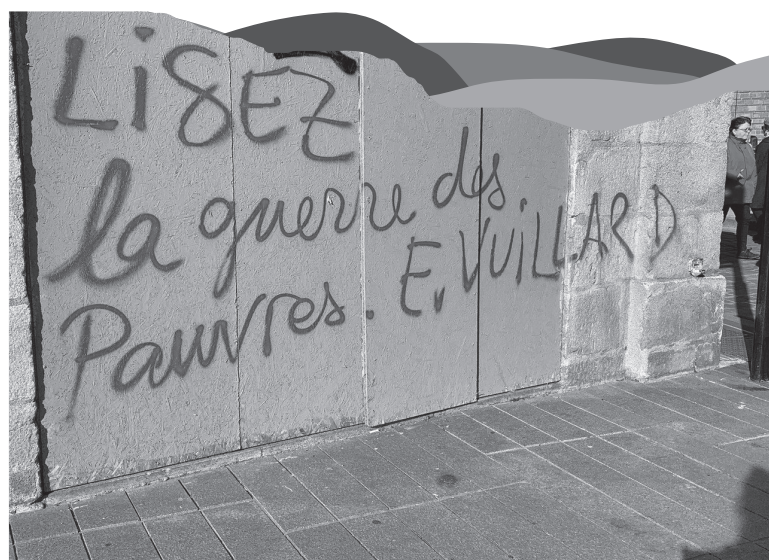
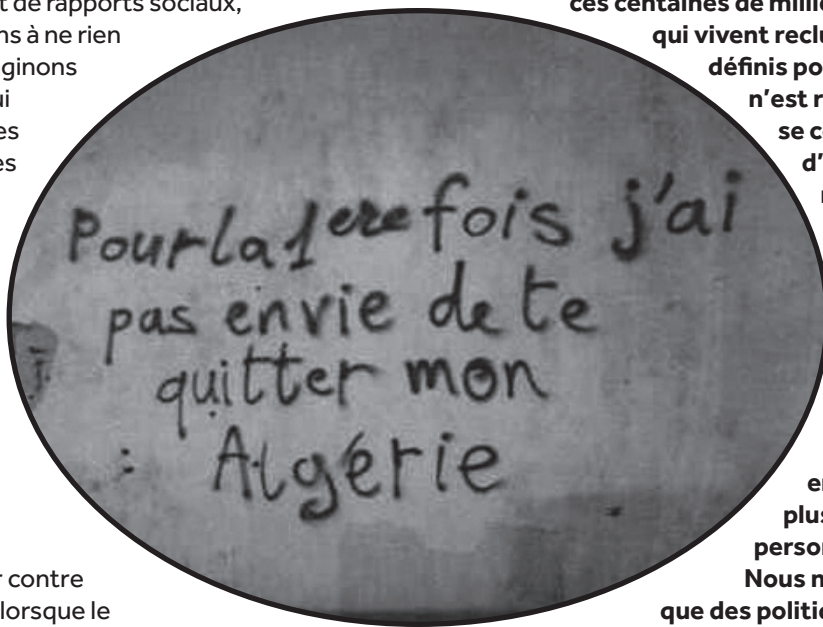
Ce que nous connaissons n'est pas une crise économique. Au milieu des années 70, interrogé sur la crise pétrolière, Michel Foucault répondait que l'utilisation du mot « crise » marque avant tout l'incapacité à comprendre le présent, et que la force journalistique du terme est égale à sa nullité théorique et stratégique. C'est maintenant jusqu'à certains économistes libéraux qui refusent d'utiliser le mot « crise », en expliquant que l'usage de ce terme sous-entendrait qu'une reprise pourrait avoir lieu.

Ce n'est pas une crise, mais la fin d'un monde. Des économistes, présentant pourtant la Chine comme la future

première puissance mondiale, en sont à reconnaître, en comparant les chiffres des exportations fournis par l'État chinois et ceux des pays importateurs, que la dynamique du capitalisme chinois est grandement surestimée. Des dizaines de villes chinoises sont vides, après avoir été construites sur la promesse de l'embauche de masses d'ouvriers par des entreprises florissantes.

Il y a d'autres signes qui ne trompent pas. La France a pendant longtemps été à la fois leader mondiale de la productivité et de la prise de psychotropes. Le Japon, pays de la technologie, est aussi celui des hikikomori, ces centaines de milliers de jeunes hommes qui vivent reclus et fuient les objectifs définis pour eux. Celui qui souffre n'est rien d'autre que celui qui ne se conforme pas aux normes d'intégration, et nous n'avons rien à défendre à part la fin de l'économie. L'économie, dont toutes les catégories sont liées au capitalisme, n'est pas une science mais un mode de gestion. Les prévisions, dont les échéances sont de plus en plus proches, ne sont plus prises au sérieux par personne.

Nous ne défendons rien d'autre que des politiques de l'écart, l'écart étant la différence entre ce que des sujets sont sensés faire, défendre leurs positions sociales et l'existant, et ce qu'ils font, remettre en cause l'ordre en place, et leur propre place dans cette structure. Les gestes sont les moments où les agents arrêtent de fonctionner, les actes qui déjouent les structures, lorsque la révolte n'est pas conformiste, et ne s'acharne pas sur un bouc-émissaire.



PAROLES DE GILETS JAUNES

«Je ne suis pas Gilet jaune, je suis un artiste. (...) Mais pour moi c'est très important les Gilets jaunes. Par exemple quand d'autres personnes brûlent la Banque de France, c'est une reconnaissance de mon travail, ça signifie 'okay, on est d'accord avec lui'. (...) Quand on est arrivé à Paris on bougeait beaucoup, on changeait beaucoup d'appartements, j'ai vu des gens dans des conditions normales, et d'autres dans des conditions très mauvaises. Des gens volent pour manger. Des étudiants doivent dépenser beaucoup pour vivre dans des conditions pires que la prison, par exemple dans une toute petite chambre sans cuisine. Durant cette période j'ai vu et écouté les gens manifester pendant les élections, et pour moi il est clair qu'il n'y a le choix qu'entre la peste et le choléra, et après le gouvernement dit que l'élection est démocratique. J'ai compris que c'est une technique de pouvoir. Bien sûr, Le Pen c'est l'extrême droite, et des gens disent qu'il vaut mieux Macron que Le Pen. Mais ce n'est pas vrai, il ne s'agit pas de choisir. Pour moi, nous sommes dans un système de guerre des classes. Des gens disent qu'il faut partir, mais c'est une forme de désertion, on doit mener la lutte et rester à Paris. Guy Debord disait qu'il ne faut pas travailler, et ça c'était contre 'Arbeit Macht Frei'. Aujourd'hui beaucoup de présidents disent 'Arbeit Macht Frei', Macron dit 'Arbeit Macht Frei', partout on entend dire 'Arbeit macht Frei'. Il faut se battre. Il ne faut pas partir.»

Piotr Pavlenski, artiste russe condamné à trois ans de prison dont un ferme pour avoir mis le feu à l'entrée de la Banque de France le dans la nuit du 15 au 16 octobre 2017.

«La première leçon que nous avons tirée de notre lutte réside dans le constat que c'est tout l'ancien monde, dans toutes ses parties, dans toutes ses composantes, dans toutes ses contradictions, qui vacille sous les coups de notre intelligence pratique collective. Notre force, notre détermination, notre soif de justice, de beauté, de saveur, d'union véritable fait trembler le monde des dominants, le monde d'en haut! Gouvernements, financiers, bureaucrates et médias, tout ce système qui nous a si longtemps maintenu sous sa coupe s'effondre de toute part, et se révèle par la répression commune qu'elle mène contre notre libération enfin formulée.»

Lettre jaune n°19: Le temps est venu!

«Certains s'autoproclament représentants nationaux ou préparent des listes pour les futures élections. Nous pensons que ce n'est pas le bon procédé, tout le monde le sent bien, la parole, notre parole va se perdre dans ce dédale ou être détournée, comme dans le système actuel.

Nous réaffirmons ici une fois de plus l'absolue nécessité de ne nous laisser confisquer notre parole par personne.»

Deuxième appel des Gilets jaunes de Commercy.

«Les mains arrachées, les manifestants éborgnés, la jeunesse alignée à genoux, les milliers d'inculpés et les centaines d'incarcérés sont venus s'ajouter à la répression policière quotidienne exercée à l'encontre des quartiers populaires depuis des années. Nous n'oublions aucune victime du <maintien de l'ordre> et nous affirmons notre solidarité aujourd'hui comme demain.

On essaie comme toujours de séparer les <bons gilets jaunes> et les <casseurs>. 300 personnes qui s'affrontent avec la police pour défendre un rond point, c'est de l'autodéfense populaire et 3000 personnes qui attaquent des banques ou des ministères, c'est le soulèvement d'un peuple en colère!

Pour obtenir ce que nous désirons, ne tombons pas dans le piège des médias et du pouvoir en définissant des limites à notre mouvement.

Ni les miettes que nous propose le gouvernement, ni un <débat national> dirigé par lui-même, ni l'obtention du RIC n'arrêteront le magnifique moment qui est en train de s'ouvrir. (...)

Nous savons bien que ceux qui privent les habitants de ce pays d'une vie digne ne sont ni les immigrés ni les exilés mais bien l'insolente richesse de certains et ce système injuste.

Voilà pourquoi nous pensons que la différence ne doit pas constituer une frontière: ni la couleur de peau, ni le lieu de naissance, ni le genre, ni l'orientation sexuelle, ni la religion ne serviront de prétexte pour nous diviser. Nous devons être unis dans nos différences si nous voulons bâtir un monde plus juste et plus beau.

En Irak, Tunisie, Belgique, Kurdistan, Syrie, Japon, Hongrie, Espagne, Burkina Faso, Égypte, Angleterre, Maroc, Italie et dans bien d'autres endroits des gens mettent des gilets jaunes pour montrer leur colère: Notre révolte n'a pas de frontière!»

Appel des Gilets jaunes de Montreuil.

«C'est la propagande bourgeoise qui nous fait croire qu'avant d'être des prolos, nous sommes des citoyens, que la vie des idées précède celle des conditions matérielles. Pourtant, la République ne remplit pas le frigo. C'est sur cette illusion que le RIC a surfé. Il faut avouer qu'à première vue, la proposition était séduisante. On nous disait qu'avec ça, on allait enfin pouvoir être entendus directement, qu'on pouvait reprendre le pouvoir sur notre vie. C'est nous qui déciderions de tout. Et sans lutter en plus, sans risquer sa vie sur les ronds-points et dans les manifs, juste en votant, sur son ordi dans son salon, les pantoufles au coin du feu qui crépite! Mais dans le commerce, quand on a un produit à vendre, on ment: <Oui, une fois qu'on a le RIC, on peut tout faire passer!>. C'est faux. Déjà, quel comble de demander l'avis aux bourgeois pour savoir s'ils sont d'accord pour nous augmenter! Un vote qui irait contre l'intérêt des capitalistes, par exemple l'augmentation du SMIC/horaire, serait retoqué purement et simplement. Il suffit de se rappeler du referendum de 2005. Et ça, c'est sans compter l'intense propagande qu'on subirait pour voter contre, seuls devant nos écrans.»

On se bat pour tout le monde, dans «Jaune. Le journal pour gagner. n°1».

«Ce monde est devenu logique. Il impose son rythme implacable sur nos vies, et sur nos corps. Ceux d'en haut nous demandent de courber l'échine en attendant l'arrivée de la catastrophe. Ils nous demandent de rejoindre leurs rangs! Ils nous demandent de pactiser avec le diable! Mais c'est en restant en retrait de leur monde que nous pourrions enrayer cette cadence infernale. Nous avons encore la possibilité de renverser le cours des choses, de semer des graines nouvelles sur un sol fertile. Ne nous laissons plus séduire par les refrains de la réforme, ou par ces listes aux européennes! L'homme providentiel, c'est nous!

Nous devons dès aujourd'hui mettre en œuvre un projet radical: la séparation nette avec le monde d'en haut. Nous devons lancer des expérimentations locales de reprise en main de terres abandonnées, polluées, menacées, défrichées! Nous devons rebâtir notre monde d'en bas avec nos mains, avec nos cœurs, avec notre force vitale.»

Lettre jaune n°20: Appuyons sur Off!

« Victoire : la colère que chacun pensait ressentir solitairement a rencontré celle du plus grand nombre !

Victoire : les Gilets Jaunes ont brisé dans la population le sentiment d'accablement et de fatalité qui donnaient aux puissants la certitude d'avoir définitivement gagné !

Victoire : les ronds-points, zones sans vies et très coûteuses pour les communes, sont devenus des lieux humains de rencontres et de partages !

Victoire : ce qui était destiné à gérer la circulation pour en accélérer encore la fluidité- productivité se sont transformés en espaces où le temps se dépense sans compter à bavarder directement sur la vie et le monde ! »

Communiqué de victoire des Gilets Jaunes du rond-point du Campanile, dit le rond-point d'Olivier à Villeneuve-sur-Lot.



« Certes, les black blocs ne sont pas des terroristes, mais ils sèment la terreur, et donc c'est la même chose. »

Segolène Royal

« Il faut maintenant dire que lorsqu'on va dans des manifestations violentes, on est complice du pire (...) Je crois qu'aujourd'hui la place doit être au débat, à la réponse démocratique, et elle sera ensuite dans les urnes. Mais nous ne pouvons pas être dans une démocratie de l'émute »

Emmanuel Macron.

« Le mouvement des Gilets jaunes est tellement violent qu'il a mangé tous ses enfants. Aucun leader n'a émergé car le mouvement lui-même les a tous détruits, les a tous broyés et les a tous finalement condamnés. »

Sacha Houlié, député La République En Marche

« La question, elle est simple, et elle a été évoquée par nos invités hier. Si, en effet, les périmètres sont franchis, on doit procéder à des arrestations. Et ces gens-là, à un moment, l'acte de police, et des policiers, il consiste à mettre des gens dans un stade, c'est la seule solution, avec tout ce que sur le plan historique et imaginaire, ça provoque. Après, on pourrait dire qu'aujourd'hui, ils sont prévenus. »

Ves Calvi, présentateur pour France 5.

« Il ne reste plus aujourd'hui dans les rues le samedi que quelques achetés d'un mouvement sans but et sans programme, zigzagant le long des boulevards comme des canards décapités, s'enivrant de selfies sur fonds de poubelles en feu, en répétant « on ne lâche rien » sans savoir d'ailleurs ce qu'ils tenaient. (...) Certains, Monsieur le Premier ministre, vous demandent de remplacer la démocratie représentative par la démocratie directe. Parce qu'on peut aujourd'hui se procurer d'un clic un costume, une voiture d'occasion ou même un partenaire d'un soir, mais c'est un peu comme le Golem ces manifestations, il avance en dévastant tout, et on ne sait plus l'arrêter. Peut-être sommes nous condamnés à avoir cinq ans, dix ans, quinze ans de manifestations hebdomadaires. »

Alain Finkielkraut.

« Quand les politiques sont interrogés sur les salaires, qui ne sont pas mirobolants — ce ne sont pas les stars du PSG ni les patrons du CAC 40 — ils doivent répondre "on vous emmerde". (...) Il ne faut céder sur rien, et les intellectuels n'ont pas à s'excuser d'être ce qu'ils sont. Si une démocratie n'est pas capable de respecter, d'admirer, ça veut dire qu'on a sombré dans l'invisible. »

Alain Finkielkraut.

« Il y a dans le mouvement des Gilets jaunes une incapacité à s'exprimer, une incapacité à hiérarchiser ses revendications, une incapacité à dire ce qu'ils veulent. Et quand on ne peut pas exprimer ce qu'on veut dire, on finit par taper. Les enfants, c'est comme ça — je ne veux pas infantiliser les gilets jaunes — mais nous-mêmes, quand on engueule nos enfants et qu'on en a marre, qu'on n'arrive plus à s'exprimer, on se met à donner une petite tape. »

Thomas Legrand, éditorialiste pour France Inter.

la connaissance, les gens malins ont plus de pouvoir et de revenus que les gens moins malins (...) Les élites se moquent beaucoup des Gilets jaunes, ce que je trouve personnellement inacceptable. Je ne pense pas qu'il faille se moquer des gens moins doués que vous, il faut les aider. Nous devons créer une société de solidarité intellectuelle, c'est la première urgence. L'urgence n'est pas de devenir immortel, c'est d'éviter la multiplication des Gilets jaunes. »

Laurent Alexandre, médecin, co-fondateur de Polystissimo, s'adressant aux étudiants de Polytechnique lors d'une table ronde sur le transhumanisme.

« Ils ont le droit de manifester malheureusement, même s'ils sont cons, je suis désolé de le dire. C'est sûr que si on faisait des tests de QI avant les manifestations, il n'y aurait pas grand monde. »

Gaspard Gantzer, ancien conseiller en communication de François Hollande.

Paroles du pouvoir

« Le 17 novembre, c'est une journée magique : tous les beaux vont être facile à reconnaître grâce à leur gilet jaune ! »
Jean Quatremier, journaliste à Libération.

« Le président de la République est accusé, depuis son élection et à longueur de colonnes, de ne pas écouter les Français. La vérité est que c'est l'inverse qui est vrai. Les Français n'écourent pas Emmanuel Macron. »
Eric Le Boucher, journaliste aux Echos.

« Comment a-t-on osé laisser ces gens des zones rurales monter jusqu'à Paris et sur les Champs ? »
Ruth Elkrief, présentatrice pour BFM TV.

« Le peuple qui se bat pour protéger son confort je ne l'aime pas. J'aime celui qui se bat pour ses convictions et vous n'en avez pas. Macron n'est pas un monarque. Vous êtes ridicules car votre combat n'est pas essentiel, il est bourgeois. »
Mathieu Kassovitz, acteur.

« La différence de langage entre beau-coup de Français et leurs dirigeants est un accélérateur de la crise. Le res-senti de mépris quand on ne comprend pas un discours ou une mesure revient chez beaucoup de "gilets jaunes", sen-sation d'être ignorés. »
Renaud Pila, éditorialiste pour LCI.

« Il semblerait que les modes opératoires correspondent aux printemps arabes. Peut-être que les jeunes casseurs de banlieues... il y a peut-être des stratégies de déstabilisation issues des Frères musulmans. »
Laurence Marchand-Tailhade, présidente de l'association « Forces Latines ».

« Ceux qui viennent manifester dans des villes où il y a de la casse qui est annoncée savent qu'ils seront com-plices de ces manifestations-là. »
Christophe Castaner.

« Nous avons insuffisamment expli-qué ce que nous faisons. (...) Et une deuxième erreur a été faite, dont nous portons tous la responsabilité. (...) Le fait d'avoir probablement été trop intel-ligents, trop subtils, trop techniques dans les mesures de pouvoir d'achat. Nous avons saucissonné toutes les mesures favorables au pouvoir d'achat dans le temps. C'était justifié par la

situation des finances publiques, mais manifestement ça n'a pas été com-pris. »
Gilles Legendre, président du groupe parlemen-taire La République en marche.

« Ça ne leur a pas fait de mal, à ces jeunes, de savoir ce que c'est le main-tien de l'ordre, la police, de se tenir tranquilles. Ça leur fera un souvenir. Et c'est pas mal pour leur redonner le sens de la réalité. »
Ségolène Royal, à propos des lycéens de Mantes-la-Jolie.

« Nous appelons au sens de la respon-sabilité, de tous ceux qui veulent cas-ser, qu'il y ait au moins une trêve, on appelle ça la trêve des confiseurs, et ils peuvent revenir ensuite, comme ils veulent. »
Jeanne d'Hautteserre, maire (Les Républicains) du VIII^e arrondissement de Paris

« J'ai un peu fait le tour de la presse européenne. Et on peut passer, nous les Français, pour des enfants gâtés. Il y a beaucoup d'Européens qui disent : en France, ils ont de la chance, Pôle emploi, l'aide sociale... Les gens ne comprennent plus. Il y a quand même des gestes qui ont été faits par le gou-vernement... Est-ce qu'il n'y a pas une dimension psychologique qui nous échappe ? Il y a un côté un peu enfants gâtés quand on regarde ça de l'exté-rieur. »
Eric Brunet, présentateur pour RMC et editoria-liste pour BFM TV.

« Poutine est à la manœuvre. Une petite guerre civile en France ferait bien ses affaires »
Brice Couturier, journaliste à France Culture, et auteur de Macron, le président philosophe.

« Ce qui se profile derrière le RIC, c'est le référendum révocatoire. Or, on n'a connu cela qu'au moment de la Terreur et de la Commune. »
Eric Rousseil, journaliste à L'Opinion.

« Dimanche, vous allez manger chez votre belle-mère, vous allez être huit ou neuf autour de la table, ce n'est plus une engueulade familiale, c'est un atelier du grand débat national. »
Marilène Schiappa

« Je ne veux pas que le bistrot devienne le principal lieu de la poli-tique française. »
Roland Castro, architecte, ancien leader de Mal

86, passé par le Parti Socialiste et aujourd'hui soutien d'Emmanuel Macron.

« Si être Gilet jaune, c'est vouloir moins de parlementaires et que le travail pale mieux, moi aussi je suis Gilet jaune ! »
Emmanuel Macron

« Il ne faut pas se tromper. On est d'une nativité extraordinaire Le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briéfé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit ! Le type, il n'a pas les mots d'un gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitan. »
Emmanuel Macron, à propos de Christophe Dettinger.

« Si on veut rebâtir les choses dans notre société, on doit accepter qu'il y ait une hiérarchie des paroles. Je ne crois pas du tout à l'horizontalité là dessus. Celui qui est maire, celui qui est député, celui qui est ministre a une légitimité ou une responsabilité. Le citoyen n'a pas la même. Il doit y avoir une capa-cité à réhiérarchiser les paroles, ça c'est fondamental. Parceque sinon, le complotisme nourrit l'autoritarisme. »
Emmanuel Macron

« Lorsque presque 50% de la popu-lation ne soutient plus votre poli-tique vous n'êtes, à mon sens, plus légitime à diriger votre pays. »
Benjamin Griveaux, porte-parole du gouverne-ment, à propos de la situation au Venezuela.

« Si la grenade lui était arrivée direc-tement dans la main, oui, on pourrait effectivement poser des questions. Mais là il se penche, on le voit sur les images, il se penche, il la récupère... Je vais être très cru, mais c'est bien fait pour sa gueule. »
Yves Lefebvre, secrétaire générale du syndicat Unité SGP Police Ouvrière, à propos d'un manifestant ayant eu la main arrachée par une grenade.

« Le monde complexe de demain ne peut être géré que par des intellec-tuels. Ça ne veut pas dire que je suis pour supprimer le droit de vote, ou que je suis favorable au retour au suffrage censitaire, mais je ne pense pas une seconde que le monde de demain sera simple ou pourra être géré d'un cliquement de doigt par des groupes populistes qui se sont réunis sur twit-ter. (...) La réalité du capitalisme cog-nitif c'est que dans un capitalisme de



ALEXANDRIE ÉGYPTE

2011

Alors que l'Algérie et le Soudan sont en pleine ébullition, que des manifestations monstres pourraient bien venir à bout de la volonté des systèmes algériens et soudanais de se maintenir, que les visages publics de ces pouvoirs tombent petit à petit, mais aussi, alors que la répression frappe durement les manifestants, il nous semblait pertinent de publier ces quelques mots écrits par un ami, sur ce qu'il a vu en 2011 en Égypte, en plein printemps arabe. Pourquoi lier l'Égypte de 2001 et l'Algérie et le Soudan de 2019 ? Parce qu'après la destitution de Moubarak en 2011 sous la pression populaire, et suite à une « transition démocratique » appuyée par l'armée, l'ancien régime égyptien est revenu au pouvoir, via le coup d'État du maréchal Sissi en 2013. Cette expérience sert de leçon aux Soudanais et aux Algériens, qui insistent sur cet exemple pour appuyer leur refus de toute transition assurée par des caciques de l'ancien régime, et affirmer que la révolte ne doit pas s'arrêter. Toute ressemblance entre la description du Caire en ébullition en 2011 et ce que nous vivons parfois en France depuis plusieurs mois n'est évidemment pas fortuite.

Mercredi
26 janvier
J'ai acheté
la presse, Al
Ahram Hebdo, et
bien sûr l'inénarrable
Progrès égyptien, journal
légitimiste s'il en est. C'est

assez drôle de voir les réactions des gouvernants d'ailleurs, craignant un équivalent chez eux de la révolution du jasmin qui vient de balayer le régime dictatorial de Tunisie. Comme par miracle chacun d'eux juge opportun de produire quelques mesures sociales. Un contrôle des prix sur les denrées alimentaires en Algérie, une subvention mensuelle pour les jeunes diplômés de l'université en attente d'un poste, des consignes d'embauches données aux organismes publics. Le Maroc agit lui aussi pour soutenir ses importations de grains. La Libye a supprimé les taxes sur l'importation de denrées alimentaires. L'Arabie promet d'entreprendre des réformes. La Syrie supprime elle aussi les taxes et droits de douane sur les denrées de base, et augmente les subventions sur les combustibles de chauffage, pour les fonctionnaires. Un

fonds pour l'aide sociale est créé, destiné aux plus défavorisés. Le Koweït décide de verser 1000 dinars à chaque citoyen. Les titulaires d'une carte d'approvisionnement auront un accès gratuit à certaines denrées alimentaires. On ne va pas encore jusqu'à parler d'élections démocratiques ou de socialisme, mais sans doute dirait-on n'importe quoi pour sauver sa peau. [...]



Jeudi

27 janvier.

Je consulte les nouvelles sur le net.

Il y aurait au moins 1000 arrestations. Quant au nombre de manifestants, il est toujours question de 15 000 au Caire, répartis sur plusieurs endroits. Les protestataires parlent plutôt de 100 000. On compte plusieurs morts, notamment à Suez, tués par des balles en caoutchouc qu'utilise la police. [...]

Dimanche 30 janvier. Je m'aventure dans le centre-ville où, contrairement à l'habitude, tous les magasins sont fermés. Rue Nabi Daniel, un seul d'entre eux est ouvert, rideau à moitié baissé, ouverture à caractère clandestin, semble-t-il. Pourtant les clients s'y pressent, il y a même un attroupement, tandis que deux mètres plus haut, en guise d'enseigne, une affiche représente un chasseur en action, tenant un fusil prêt à servir, c'est une publicité pour Beretta.

À gauche de cette image virile, une autre photo représente un pistolet et son chargeur. Sans aucun doute, ces clients fébriles et fortunés sont là pour se procurer une arme. La lutte de tous contre tous aurait-elle commencé ? Selon quel ordonnancement ?

En après-midi la manifestation du jour se balade sur un nouveau parcours, la foule est toujours aussi nombreuse et hardie, tout le monde est là, des enfants aussi bien que les gens âgés. Une clameur prononce : « Horreya ! horreya ! » (« Liberté ! liberté ! »). D'autres crient « merci à la Tunisie de nous avoir appris quelque chose d'important. » Je suis avec Nessim qui traduit les slogans. Beaucoup sont bien sûr anti-Moubarak, tel que « Jugez-le ! Jugez-le ! » Et le plus courant, repris en chœur : « Chaâb yourid esqat ennidham (Le peuple veut la fin du régime). » On entend aussi des appels à la participation de tout le monde, par exemple : « Égyptiens, n'ayez pas peur, on ne meurt pas de descendre dans la rue. » Une banderole rédigée en anglais demande aux gouvernements occidentaux d'arrêter leur hypocrisie et de soutenir le peuple égyptien. Certaines banderoles indiquent une nouvelle fréquence pour capter Al Jezirah, car le gouvernement a brouillé celle qui était connue, ainsi que celle de la BBC. Un professeur d'anglais vient me parler : « nous avons besoin de démocratie, d'avoir un régime comme ceux d'occident et d'Israël. » Il me rappelle l'homme qui, ce midi, me voyant faire des photos, est venu m'expliquer que les Égyptiens ne sont pas des barbares, mais des gens civilisés, que par exemple ils ne sont pas contre Israël ou les juifs mais contre les sionistes qui tuent les Palestiniens. Il y a autour de nous beaucoup de gens du collectif Kefaya (« Ça suffit »), mouvement laïque de gauche. Nous sommes assurément plusieurs dizaines de milliers de personnes. À un moment on se regroupe sur une place, quelqu'un va parler à la foule, faire un discours. Un homme vient m'expliquer que



l'orateur est un professeur de radiologie de l'université de médecine, lui-même est maître de conférence, « je vous le dis parce que le gouvernement prétend que ce sont des voyous qui sont dans la rue, c'est faux ! Les intellectuels sont là, et depuis ce matin, les associations de juges et d'avocats sont entrées dans le mouvement ». Ce même homme, qui me parle en français, m'explique que la fréquence d'Al Jezirah a été brouillée dès qu'ils ont expliqué que parmi les hommes arrêtés pour les violences et dégradations il y avait un grand nombre de policiers. Un journal titre même sur le complot qui regrouperait la police et les bandes de voleurs. Stratégie de pourrissement en vue de récupérer la situation ensuite.

Mardi 1er février Un barbu vient vers moi, il parle fort, me demande ce que je fais là, veut me contrôler, prétexte la peur d'un attentat, la peur d'un coup venant d'Israël. Je me laisse faire, j'ouvre mon sac, il vérifie et me dit que c'est ok, que je peux rester. Peu après un jeune type vient me voir, me parle, il se présente comme militant du Waft et employé d'une chaîne locale. Il me traduit les slogans, m'explique ce qu'on voit. Là, c'est un grand bâtiment détruit par le feu, que je prends en photo, c'était le siège de la police. Puis il m'explique que tous ces jeunes qui ont pris ce mouvement en main veulent une démocratie, veulent la fin de ce régime policier, veulent pouvoir faire leur vie. À un moment il déclare : « Nous n'avons jamais été autant en sécurité qu'aujourd'hui. » [...] Sans la police on se sent en sécurité, en fait, c'est cela qu'il veut me signifier. Pour peu qu'on soit tous solidaires et conscients de l'être. Un homme, peu avant, est venu aussi me parler de la police, je le vois tirer sur le col de son pull pour me montrer les traces de torture sur son cou, et il précise qu'il avait été arrêté pour avoir critiqué publiquement le régime. Un autre homme m'aborde, me demande d'où je suis, il me dit en français qu'il a fait Sciences-Po à Paris VIII, que ce qui se passe en ce moment c'est l'événement politique le plus important depuis les pharaons. [...]

Je me dégage lentement de cette nasse et j'avance au hasard, choisissant une direction qui me semble être celle de la mer.

Plus tard N. arrive peu après moi, il a flâné en route. Nous dînons ensemble de quelques esch et de fromage, il allume sa pipe, me récite de ses poèmes. Nous essayons de les traduire de l'arabe au français, c'est un beau moment, paisible. Je me souviens de : « combien stupéfiant le papillon/de l'amour qui a brûlé ses ailes/il a capté la vitesse de la lumière. » [...]

Jeudi 3 février [...] Achetés une bouchée de pain dans les quartiers miséreux de la ville par des fidèles du raïs pour venir semer la violence, des baltaguas sont arrivés sur des chevaux ou des dromadaires et, à coups de matraque, de pierres, de cocktails Molotov – tandis que des tireurs armés de fusils s'étaient installés sur les toits – ils ont attaqué les occupants de la place Tahrir, en vue de les déloger. On dit qu'avec les jeunes révolutionnaires et les supporters des clubs de football, les jeunes frères musulmans ont permis, ce jour-là, par leur expérience et leur sang froid, de résister et de vaincre ce mouvement de contre-insurrection. Les attaquants

ont finalement été cernés puis chassés ou livrés à l'armée. [...]

Jeudi 10 février [...] 19h30. Ça y est, il va partir ! Je suis passé revoir les infos après une longue promenade près de la mer. Dans l'après-midi a commencé à percer l'information selon laquelle Moubarak, assuré de la stabilité du pays (sic), donnerait probablement sa démission ce soir. C'est le premier ministre Shafik qui en aurait parlé lors d'un entretien pour la BBC ; le secrétaire général du parti national démocrate aurait lui aussi parlé de la démission du raïs. Un général de l'armée aurait évoqué des nouvelles qui vont faire plaisir au peuple. El Baradei aurait finalement demandé à l'armée qu'elle assure le pouvoir.

Ensuite, il a fallu attendre jusqu'à plus de 22h30 que démarre la messe cathodique, pour un énième et interminable et, tout le monde l'espère, dernier discours du spectre Moubarak. Lequel se montre égal à lui-même dans l'emphase et l'apitoiement. D'un ton moins solennel que lugubre, il évoque les dangers que traverse l'Égypte et l'intérêt supérieur de la nation. Puis il annonce qu'il remet ses pouvoirs au vice-président Omar Souleyman mais qu'il reste à la présidence, précisant : « Je ne me suis jamais plié face aux dictats de l'étranger. » Comme s'il faisait semblant de croire que ce ne peut être que de l'étranger que viennent les ennuis et même les injonctions à sa démission. [...]

Le 11 février, au regard de la mauvaise réception du discours de la veille et surtout du raz-de-marée humain inarrêtable qui se dirigeait vers le palais présidentiel, les officiers supérieurs durent forcer à la démission le dictateur périmé, littéralement acculé. [...]

À la table d'un café de Mancheya, les amis dressent un bilan de toutes ces journées avant de spéculer sur l'avenir et se défier déjà du retour des flics. [...] Ce n'est qu'au cœur de la nuit que nous quittons les lieux pour rejoindre un petit restaurant non loin du bar de nuit Le Cap d'or. Comme Nessim demande à manger un sandwich à la cervelle – les abats et la cervelle de volaille sont des mets très appréciés en Égypte, et bon marché – le serveur désolé lui répond qu'il lui reste encore du foie mais plus de cervelle... Il y a alors un instant de silence durant lequel les yeux se croisent et pensent à la même chose, puis éclate une salve de rires communicatifs qui semblent payer toutes les journées de tension qui viennent de s'écouler. C'est ce jour le pays tout entier qui, enfin, a perdu sa... cervelle.



Quatrième volée de revendications d'actions et de contributions extra-réalistes depuis la constitutions des cinq premières cellules le 10 février 2018, lors d'une discussion alcoolisée sous le chapiteau empli du fest-noz magmatique à Bellevue sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes.

Pour annoncer la constitution d'une nouvelle cellule, communiquer ou une déposer une revendication d'action extra-réaliste, écrire à extrareal@riseup.net

« Oh la belle balade ! Dix heures de son, ponctuées de feux d'artifices et de déambulations de cache en cache. Une grosse centaine de gens, convenablement avinée, tapant du pied dans la métropole nantaise ou tagant quelques mots doux sur les murs. Quoi que la promesse de zbeuler un max la métropole ait manqué de densité, on se sera quand même bien marrés. À la prochaine, promis, on zbeulera plus fort. »

communiqué de la cellule extra-réaliste *Surprise parties imaginaires*
— section nantaise

« Nous déclarons avoir compilé l'ensemble des énoncés présents sur les portes des toilettes de Rennes 2 afin de les verser comme contribution au Grand débat proposé par le gouvernement. Sommes convaincu que cette prose de qualité a contribué à tirer le débat vers le haut. »

communiqué de la cellule extra-réaliste *Gilet jaune écarlate*

« On a vu le dernier Godard, et on va le faire projeter en boucle sur les façades des maisons personnels des dirigeants locaux de Lamotte, Blot et Giboire entre autres, et ce jusqu'à arrêt total de leur œuvre malfaisante. Ils nous rendent fous avec leurs mépris, leurs immeubles atroces et invivables, on va pas se gêner pour leur foutre le monde qu'ils construisent en pleine gueule. »

communiqué de la cellule extra-réaliste *Pour une fin du monde réussie*



« Ce jour-là il faisait beau

Une voiture s'arrête. Dedans, une jeune femme aux cheveux longs sort, puis se retourne. Elle vient de quitter une baraque bourgeoise en plein désert, là où se préparait les plans de construction d'une sorte de nouveau Las Vegas. Debout, regard fixé sur la bâtisse elle attend. Puis c'est l'explosion. Et l'explosion. Et l'explosion encore. Tout est nuances de rouges d'oranges et de gris pendant que des morceaux de murs et de balustrades volent en tous sens. Silence. Sur le sol du désert une table, un frigo, un dressing, une bibliothèque. Et au ralenti tout vole de nouveau en morceaux pendant que les Pink Floyd s'éclatent la voix. Sept minutes de pur bonheur, d'explosions en rafale, qui arrachent un sourire à la jeune femme. C'est le développement, le progrès, l'innovation, toutes ces choses détestables, tout ce qui contraint nos vies, tout ce qui tente de peupler le désert pour le « valoriser », qui disparaissent dans un orgasme brutal.

Cette scène tirée du magistral Zabriskie Point d'Antonioni, c'est la traduction cinématographique de ce que des dizaines de milliers de personnes ont vécu sur les Champs-Élysées ce samedi 16 mars, Pink Floyd en moins, l'écran en moins aussi. Le réel à pleine dose dans la face. Imaginez la scène : soleil tombant, lumière chaleureuse, au loin des volutes de fumée et de gaz lacrymogènes, une foule bigarrée et vivante en jaune fluo. Ça claque à l'œil le jaune fluo, ça accroche le soleil. Et quand une vitrine tombe ce sont les vivas et les olés, ce sont les encouragements venus de partout jusqu'à ce que le trou soit assez grand pour laisser passer quelqu'un. Les fringues et les bijoux qui volent en l'air, comme dans Zabriskie point, perdant leur statut de marchandises pour prendre celui de trophée, d'objet de mémoire. « Tu vois mon petit, cette boucle d'oreille vient du jour où les endimanchés ont chié dans leur froc. »

Prendre une fringue dans un magasin luxueux béant et puis se dire l'instant d'après qu'en fait, non, c'est moche, et le jeter dans le feu qui brûle au milieu du boulevard ou le filer à un type qu'on croise au hasard. Ouvrir le ventre de la bête c'est en défaire la substance. La marchandise devient trophée ou déchet.

Le Fouquet's dans tout ça, c'est peanuts, comme dirait l'autre. Il faut vraiment être geignard pour en faire tout un foin. La beauté de sa destruction, comme de la destruction du reste de ses voisins, réside dans le dédain, sentiment commun à la foule. Parce que détruire c'est une chose, mais détruire ce dont on se fout s'en est une autre, c'est mettre fin à ce qui n'existe déjà plus. Comme pour les fringues communisées : à peine sorties et déjà plus marchandises. Alors devant le Fouquet's en ruine tout le monde s'est marré. Tout le monde. Et tout le monde a bu une rasade dans une bouteille sortie du bar. Tout le monde. Dispersion rapide du seul intérêt de cette turne. Mais ça n'a pas duré plus de cinq minutes, le temps qu'on passe au magasin d'à côté. Ou qu'une charge de flic disperse temporairement une partie de la foule. Le temps qu'on relève nos blessés. Le temps qu'on bouge des barrières de chantier, qu'on retrouve ses potes perdus dans la foule dense, vivante et nombreuse. Avant de reprendre le tournage de cette scène mémorable.

Des milliers de personnes qui scandent, spontanément : « Révolution Révolution », lumière tombante, volutes de fumée. Ça donne rien écrit comme ça mais la chair de poule transmise dans ces moments-là ne s'oublie pas. Révolution Révolution. Pendant que des centaines de personnes chargent les flics qui tentaient d'empêcher l'abattement de leur raison d'être. Révolution Révolution. Et un sentiment jouissif de puissance. Enfin.

Ce jour-là, il ne pouvait pas y avoir la musique de Pink Floyd, parce qu'il fallait entendre la foule et laisser ses grondements vous remonter la colonne. »

communiqué de la cellule extra-réaliste *Cache-toi objet !*

